

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 21 avril 1982 concernant l'assimilation de certains déchets à des déchets ménagers, à des déchets spéciaux ou à des déchets industriels, tels que définis à l'article 3 du décret du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 13 mars 1991 fixant les conditions générales en vigueur pour l'élimination de déchets ménagers dangereux, notamment l'article 1er, §§ 1er et 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 octobre 1992 fixant les compétences des membres de l'Exécutif flamand;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 octobre 1992 déléguant des compétences de décisions aux membres de l'Exécutif flamand,

Arrête :

Article 1er. L'article 1er, § 1er, 10°, de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 13 mars 1991 fixant les conditions générales en vigueur pour l'élimination de déchets ménagers dangereux est remplacé par le texte suivant :

« 10° Les emballages qui contiennent encore des résidus des déchets repris ci-dessus, à l'exception des emballages d'eau de javel, d'hypochlorites, de savons, de lessives en poudre, de nettoyeurs pour w.c., de produits de rinçage pour la vaisselle, de graisses végétales et animales et d'huile végétale.

Les emballages qui contiennent encore des résidus des déchets repris ci-dessus sont ces emballages qui n'ont pas été complètement vidés et utilisés pour éliminer les déchets repris ci-dessus. »

Art. 2. L'article 3, § 2, 2e alinéa, de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 13 mars 1991 fixant les conditions générales en vigueur pour l'élimination de déchets ménagers dangereux est remplacé par la disposition suivante :

« Les P.D.D. d'origine ménagère doivent être présentés séparés d'autres déchets, dans un récipient mis à la disposition des familles par l'entremise de la Région flamande, ou dans un récipient agréé par la Société publique des Déchets pour la Région flamande.

Les quantités collectées de P.D.D. d'origine ménagère sont enregistrées séparément. »

Art. 3. L'article 4 de l'arrêté précité est complété par un § 4, libellé en ces termes :

« § 4. Le convoyeur enregistre les quantités collectées de P.D.D., ainsi que la commune de provenance. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 novembre 1992.

N. DE BATSELIER

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 93 — 314

[C — 27030]

17 DECEMBRE 1992

Décret créant des fonds budgétaires en matière de travaux publics (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Il est créé un Fonds des Etudes techniques, lequel constitue un fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Sont affectées au Fonds les recettes résultant des prestations que les bureaux d'études de la Division du contrôle technique du Ministère de l'Equipement et des Transports, ainsi que d'autres bureaux d'études du même Ministère désignés par l'Exécutif, effectuent pour le compte d'une personne autre que la Région wallonne.

Sur le crédit afférent au Fonds visé à l'alinéa 1er, sont seules imputées les dépenses relatives :

- a) à la sous-traitance partielle de certaines commandes passées aux bureaux d'études;
- b) à l'achat de biens meubles corporels ou incorporels en rapport avec l'exécution des commandes passées auxdits bureaux.

Art. 2. Il est créé un Fonds du Trafic et des Avaries — Secteur Routes et Autoroutes, lequel constitue un fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Sont affectées au Fonds les recettes résultant :

- a) des remboursements effectués par les tiers responsables de dommages causés aux biens meubles et immeubles du domaine de la Région wallonne géré par la Direction générale des Autoroutes et des Routes ainsi que des récupérations des sommes indûment avancées dans le cadre du règlement de litiges en matière de responsabilité du fait des biens précités;

b) de tous paiements imposés par les dispositions législatives et réglementaires, relatives à l'utilisation du réseau routier et autoroutier.

Sur le crédit afférent au Fonds visé à l'alinéa 1er, sont seules imputées les dépenses relatives :

- a) à la réparation des dommages survenus au réseau routier et autoroutier;
- b) à l'entretien du réseau précité.

(1) Session 1992-1993 :

Documents du Conseil, 112 (1992-1993), nos 1 à 3.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 16 décembre 1992. — Discussion. — Vote.

Art. 3. Il est créé un Fonds du Trafic et des Avaries — Secteur Voies hydrauliques, lequel constitue un fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Sont affectées au Fonds les recettes résultant :

a) des remboursements effectués par les tiers responsables de dommages causés aux biens meubles et immeubles du domaine de la Région wallonne géré par la Direction générale des voies hydrauliques ainsi que des récupérations des sommes indûment avancées dans le cadre du règlement de litiges en matière de responsabilité du fait des biens précités;

b) de tous paiements imposés par les dispositions législatives et réglementaires, relatives à l'utilisation du réseau des voies hydrauliques et de ses dépendances.

Sur le crédit afférent au Fonds visé à l'alinéa 1er, sont seules imputées les dépenses relatives :

a) à la réparation des dommages survenus au réseau des voies hydrauliques;

b) à l'entretien du réseau précité.

Art. 4. Le solde disponible au 31 décembre 1992 du Fonds destiné à couvrir les dépenses à engager par le laboratoire de recherches hydrauliques de l'Etat, section Châtelet, en vue des études qui lui ont été confiées, est, à concurrence du montant nécessaire à l'apurement des engagements contractés à charge dudit Fonds, transféré au Fonds du Trafic et des Avaries, Secteur Voies hydrauliques.

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1993.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 décembre 1992.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 93 — 314

[C — 27030]

17. DEZEMBER 1992

Dekret zur Errichtung eines Haushaltsfonds in Sachen öffentlichen Arbeiten (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Ein Fonds der technischen Studien, der einen Haushaltsfonds im Sinne des Artikels 45 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates bildet, wird errichtet.

Die Einnahmen entstehend aus den Leistungen, die die Planungsbüros der Abteilung für die Technische Kontrolle des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen sowie andere von der Exekutive bezeichneten Planungsbüros desselben Ministeriums im Auftrag einer anderen Person als der Wallonischen Region ausführen, werden dem Fonds zugewiesen.

Auf dem Kredit betreffend den im Absatz 1 erwähnten Fonds werden nur die Ausgaben über das folgende gutgeschrieben :

a) die teilweise Vergabe für die Fertigung gewisser den Planungsbüros erteilten Aufträge;

b) den Ankauf von materiellen oder immateriellen Mobilien bezüglich der Ausführung der den besagten Planungsbüros erteilten Aufträge.

Art. 2. Ein Fonds des Verkehrs und der Schaden — Sektor Straßen und Autobahnen, der einen Haushaltsfonds im Sinne des Artikels 45 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates bildet, wird errichtet.

(1) Periode-sitzung 1992-1993 :

Ratsdokumente 112 (1992-1993), Nrn. 1 bis 3.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 16. Dezember 1992. — Diskussion. — Abstimmung.

Dem Fonds werden die Einnahmen zugewiesen, die aus dem folgenden entstehen :

a) den Rückzahlungen von Dritten, die für Schaden an den Mobilien und Immobilien des von der Generaldirektion der Straßen und Autobahnen verwalteten Gutes der Wallonischen Region verantwortlich sind, sowie der Beitreibung von unberechtigt vorgeschlossenen Summen im Rahmen der Beilegung von Streitfällen in Sachen Haftung für den an die vorerwähnten Güter verursachten Schaden;

b) alle durch die gesetzlichen und ordnungsmäßigen Bestimmungen über die Benutzung des Autobahn- und Straßennetzes vorgeschriebenen Zahlungen.

Auf dem Kredit betreffend dem im Absatz 1 erwähnten Fonds werden nur die Einnahmen über das folgende gutgeschrieben :

a) die Reparaturen der an dem Straßen- und Autobahnnetz entstandenen Schaden;

b) die Unterhaltung des vorerwähnten Netzes.

Art. 3. Ein Fonds des Verkehrs und der Schaden — Sektor Wasserstraßen, wird errichtet, der einen Haushaltsfonds im Sinne des Artikels 45 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates bildet.

Dem Fonds werden die Einnahmen zugewiesen, die aus dem folgenden entstehen :

a) den Rückzahlungen von Dritten, die für Schaden an den Mobilien und Immobilien des von der Generaldirektion der Wasserstraßen verwalteten Gutes der Wallonischen Region verantwortlich sind, sowie der Beitreibung von unberechtigt vorgeschlossenen Summen im Rahmen der Beilegung von Streitfällen in Sachen Haftung für den an die vorerwähnten Güter verursachten Schaden;

b) alle durch die gesetzlichen und ordnungsmäßigen Bestimmungen über die Benutzung des Autobahn- und Straßennetzes vorgeschriebenen Zahlungen.

Auf dem Kredit betreffend dem im Absatz 1 erwähnten Fonds werden nur die Einnahmen über das folgende gutgeschrieben :

a) die Reparaturen der an dem Straßen- und Autobahnnetz entstandenen Schaden;

b) die Unterhaltung des vorerwähnten Netzes.

Art. 4. Der am 31. Dezember 1992 verfügbare Restbetrag des Fonds, der zum Deckung der vom « Laboratoire de Recherches hydrauliques de l'Etat — section Châtelet » zu begründeten Ausgabeverpflichtungen zwecks der ihm anvertrauten Studien bestimmt ist, wird bis zur Höhe des Betrags, der für den Abschluß der zu Lasten des besagten Fonds eingegangenen Verpflichtungen nötig ist, dem Fonds des Verkehrs und der Schaden — Sektor Wasserstraßen, überwiesen.

Art. 5. Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 1993 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Dezember 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezugschützten Arbeiter

G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,

A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

—
VERTALING

—
WAALS MINISTERIE VOOR UITRUSTING EN VERVOER

N. 93 — 314

[C — 27030]

17 DECEMBER 1992

Decreet tot oprichting van begrotingsfondsen inzake openbare werken (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Er wordt een Fonds voor de technische studies opgericht, dat een begrotingsfonds is in de zin van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

(1) Zitting 1992-1993 :

Stukken van de Raad, 20 (1992), nrs. 1 tot 3.

Volledig Verslag. — Openbare zitting van 16 december 1992. — Bespreking. — Stemming.

Worden op het Fonds aangerekend de ontvangsten die voortkomen van de voor een andere rechtspersoon dan het Waalse Gewest verrichte prestaties van de studiebureaus van de Afdeling van de technische controle van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer, alsook van andere door de Executieve aangestelde studiebureaus van hetzelfde ministerie.

Worden enkel aangerekend op de kredieten voor het in het eerste lid bedoelde fonds, de uitgaven betreffende :

- a) de gedeeltelijke onderaanbesteding van sommige opdrachten voor studiebureaus;
- b) de aankoop van sommige materiële of onlichamelijke roerende goederen in verband met de uitvoering van de opdrachten voor vermelde studiebureaus.

Art. 2. Er wordt een Fonds voor het Verkeer en de Transportschade opgericht, dat een begrotingsfonds is in de zin van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Worden op het Fonds aangerekend de ontvangsten die voortkomen van :

- a) de terugbetalingen door derden, die verantwoordelijk zijn van de schade aangericht aan roerende en onroerende goederen van het door de Algemene Directie der Autowegen en Wegen beheerde eigendom van het Waalse Gewest, alsook van de terugbetaling van onrechtmatige voorgesloten gelden in het kader van de regeling van geschillen inzake verantwoordelijkheid wegens voormelde goederen;
- b) alle betalingen verschuldigd door de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake het gebruik van het wegen- en autosnelwegennet.

Worden enkel aangerekend op de kredieten voor het in het eerste lid bedoelde fonds de uitgaven betreffende :

- a) de herstelling van de aan het wegen- en autosnelwegennet aangebrachte schade;
- b) het onderhoud van voormeld net.

Art. 3. Er wordt een Fonds voor het Verkeer en de Transportschade — Sector der Waterwegen, opgericht, dat een begrotingsfonds is in de zin van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Worden op het Fonds aangerekend de ontvangsten die voortkomen van :

- a) de terugbetalingen door derden, die verantwoordelijk zijn van de schade aangericht aan roerende en onroerende goederen van het door de Algemene Directie der Waterwegen beheerde eigendom van het Waalse Gewest, alsook van de terugbetaling van onrechtmatige voorgesloten gelden in het kader van de regeling van geschillen inzake verantwoordelijkheid wegens voormelde goederen;
- b) alle betalingen verschuldigd door de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake het gebruik van het waterwegennet, alsook van-zijn aangehorigheden.

Worden enkel aangerekend op de kredieten voor het in het eerste lid bedoelde fonds de uitgaven betreffende :

- a) de herstelling van de aan het waterwegennet aangebrachte schade;
- b) het onderhoud van voormeld net.

Art. 4. Het op 31 december 1992 beschikbare saldo van het Fonds, bestemd om de uitgaven te dekken die door het « Laboratoire de Recherches hydrauliques de l'Etat », te Châtelet, vastgelegd zijn voor de aan het laboratorium toevertrouwde studies is overgedragen naar het Fonds voor het Verkeer en de Transportschade — Sector der Waterwegen, ten belope van het bedrag dat nodig is voor het nazien en sluiten van de verbintenissen die aangegaan zijn ten laste van voormeld fonds.

Art. 5. Dit decreet wordt van kracht op 1 januari 1993.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* bekend zal gemaakt worden.

Namen, 17 december 1992.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen.

G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

G. LUTGEN